



**Monsieur Édouard PHILIPPE**  
**Premier ministre**  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

Ivry-sur-Seine, le 11 mars 2020

Monsieur le Premier ministre,

À l'instar de nombreux autres pays en Europe et dans le monde, la France fait face à une urgence sanitaire.

La situation est grave. C'est conscient de la hauteur des enjeux que je vous ai le premier assuré, par courrier puis à l'Assemblée nationale, du plein soutien de ma formation politique pour engager les actions nécessaires afin de limiter la propagation du virus et assurer la prise en charge des malades tout en préservant l'unité et la cohésion du pays.

Vous avez depuis engagé le plan de prévention et de lutte contre la pandémie grippale. Nous sommes entrés le 28 février dans sa phase 2 avec pour objectif de freiner la propagation du virus pour basculer le plus tard possible dans une phase épidémique. Le président de la République a toutefois déclaré que l'épidémie paraissait « inexorable » ce qui implique de préparer le pays à passer au stade 3.

Si la conduite de cette action est jusqu'à présent de nature à inspirer confiance, nous savons qu'elle intervient dans un contexte particulièrement difficile pour l'hôpital public qui est en première ligne pour faire face au pic de l'épidémie. Les personnels médicaux et paramédicaux vous implorant, depuis un an, de consentir une amélioration de leurs conditions de travail et de garantir ainsi un égal accès à des soins de qualité pour toutes et tous. Dans une telle situation, il n'y a pas de place pour la polémique. La vérité commande pourtant de dire que vos choix budgétaires passés ne sont pas aujourd'hui sans conséquences, et nécessitent d'être reconsidérés. C'est le message unanime de tous ceux qui, acteurs médicaux, sont en première ligne.

Le 14 novembre dernier, nous avons proposé un plan d'urgence pour l'hôpital qui prévoyait un budget supplémentaire de 830 millions, afin de mettre notamment en œuvre une règle simple : « zéro suppression de poste au lit du malade ». Conscients de nos contraintes budgétaires, nous proposons de le financer grâce à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), donc sans hausse de taxe ni de cotisation. Il n'est jamais trop tard pour avoir raison. Nous vous implorons, une fois de plus, d'effectuer ce rattrapage qui ne sera pas suffisant, mais est un premier pas pour se hisser à la hauteur des enjeux et aider ceux qui se dévouent corps et âme à sauver nos malades.

.../...

**Notre objectif est simple : éviter que, demain, nos médecins ne soient réduits à sélectionner, comme le font les médecins italiens par manque de moyens, ceux qui auront le droit de survivre.**

Tous les malades doivent être accueillis à l'hôpital, dès lors que c'est nécessaire, sans distinction de condition sociale, de la même manière pour tous et sur l'ensemble du territoire. Les personnels doivent disposer des moyens nécessaires pour protéger efficacement la population face à cette menace.

Parallèlement, nous le savons, les conséquences économiques du coronavirus se font déjà sentir dans de nombreux secteurs d'activité. De nombreuses TPE et PME, des entreprises du spectacle, de l'événementiel et de la culture sont d'ores et déjà durement frappées, alors même que la crise n'a pas atteint son pic. Dans la période, et vos services y réfléchissent déjà, des mécanismes de soutien simples et accessibles doivent être activés pour aider ces entreprises. Je me félicite, à ce titre, que de nombreux maires aient déjà pris les mesures nécessaires pour soutenir l'activité des commerçants, artisans, agents du spectacle et artistes, notamment pour éviter leur dépôt de bilan.

**Tous les indicateurs laissent à penser qu'une crise sociale d'une ampleur équivalente à celle des subprimes de 2008 est en train de démarrer.**

Parce que gouverner, c'est prévoir, nous devons agir vigoureusement. L'Histoire nous l'a appris, la crise va frapper plus durement encore les plus fragiles de nos concitoyens. Pour les plus précaires, c'est une double peine sanitaire et sociale qui se profile. Dans un pays qui a la passion de l'égalité, cette perspective est intolérable.

C'est pourquoi je vous demande solennellement, et dans les meilleurs délais, de sursoir, reporter ou annuler plusieurs décisions qui devaient entrer en vigueur dans les semaines à venir et dont la mise en œuvre fragiliserait l'ensemble du corps social dans sa partie la plus vulnérable.

**Monsieur le Premier ministre, c'est l'état d'urgence social qu'il vous faut donc aussi déclarer.**

Je souhaite qu'à l'occasion de la réunion qui se tiendra ce jeudi avec l'ensemble des représentants des formations et groupes politiques, soient mises à l'ordre du jour les premières pistes constitutives d'un bouclier social contre la crise. Nous vous demandons que le Parlement puisse également être saisi de cet enjeu.

À plus court terme, voilà une liste, non-exhaustive, des mesures les plus urgentes que nous nous honorerions collectivement à prendre :

- Vous devez renoncer à l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril de votre réforme de l'assurance-chômage. Cette dernière, dans une période de crise économique, va fragiliser plus encore les demandeurs d'emploi et ceux qui risquent de le devenir compte tenu du ralentissement de l'activité économique.
- Je vous demande de renoncer au nouveau calcul des aides au logement qui devrait se traduire pour 1,2 million de personnes par une diminution de leur allocation quand 600 000 autres n'y auraient plus droit.
- Alors que des millions de Français vont rester chez eux pour télétravailler, il devient urgent d'envisager de contenir les dépenses liées à cet état de fait. Et notamment les tarifs de l'énergie.

.../...

- Dans le même esprit, il faut repousser les expulsions locatives qui pourraient être engagées à compter du 31 mars prochain.
- Comme de nombreuses associations de solidarité, je vous demande la prolongation du plan d'hébergement hivernal. La population sans-abri est difficile à confiner et l'une des populations les plus exposées à ce virus et à sa propagation.

Il ne s'agit pas ici de faire le bilan de la politique menée depuis bientôt trois ans, mais de donner au pays les moyens de protéger les plus faibles d'entre nous.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de ma très haute considération.



Olivier FAURE

Premier secrétaire du Parti socialiste